



HAL
open science

La post-vérité: un dispositif de stigmatisation et de dépolitisation des classes populaires ?

Vincent Mariscal

► **To cite this version:**

Vincent Mariscal. La post-vérité: un dispositif de stigmatisation et de dépolitisation des classes populaires ?. 2017. hal-03214667

HAL Id: hal-03214667

<https://hal.science/hal-03214667>

Submitted on 2 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

2017
ANALYSE

LA POST-VÉRITÉ : UN DISPOSITIF DE STIGMATISATION DES CLASSES POPULAIRES ?

Sommes-nous réellement entrés, comme il est souvent suggéré dans les médias mainstream ces dernières années, dans l'ère de la post-vérité, une époque où les politiques populistes profiteraient de l'irrationalité des masses en diffusant des informations infondées nourrissant l'exaspération des citoyens, au lieu d'aiguiser leur sens critique ? Ou bien, le discours soi-disant critique sur la post-vérité serait-il lui-même le symptôme d'autre chose, que ce discours viserait précisément à cacher ? Ce discours sur la post-vérité ne répondrait-il pas ainsi à des intérêts politiques d'une minorité au pouvoir ? Si tel était le cas, comment l'éducation permanente devrait-elle se positionner face à cette situation ? Telles sont les questions que la présente analyse vise à explorer sous un angle critique.

VINCENT MARISCAL

INTRODUCTION

Un consensus semble s'être établi, ces dernières années, autour de l'idée selon laquelle nous serions entrés dans l'ère de la post-vérité. Selon les tenants de cette thèse, les citoyens seraient devenus si désintéressés ou hostiles envers les institutions politiques et les médias, qu'ils seraient prêts à croire n'importe quoi pourvu que cela nourrisse leur exaspération. Pour certains journalistes et intellectuels, la post-vérité aurait eu des conséquences politiques directes comme le *Brexit*, l'élection de Donald Trump ou la présence de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle française de 2017¹.

Or, ce discours sur la post-vérité paraît surtout disqualifier les citoyens en question et, en particulier, les classes populaires réduites à l'image de moutons de Panurge, d'individus incapables de penser de manière responsable, autonome et rationnelle, conformément aux exigences de toute démocratie libérale qui se respecte². Cela n'est pas sans rappeler l'image de la « plèbe grondante », de la « populace déchaînée »³, donnée du peuple par l'aristocratie de l'Ancien Régime ou des ouvriers par le patronat dès la révolution industrielle au milieu du 19^e siècle⁴.

Dans la continuité de cette attitude aux tonalités condescendantes envers le peuple, certains journalistes, éditorialistes et intellectuels de métier se montrent comme étant les seuls habilités à effectuer ce que l'on appelle le « *fact-checking* » (« collecte des faits », « sourçage ») de manière impartiale et objective. D'une part, cela renvoie à une conception de la vérité comme étant univoque et évidente. D'autre part, cette vision fait écho à la construction d'une dichotomie entre deux types d'individus : d'un côté, les intellectuels professionnels, détenteurs légitimes de la vérité et de la raison et, de l'autre, les classes populaires mal ou peu éduquées obligées de se fier à une vérité qu'ils ne sont pas capables d'établir par eux-mêmes.

La présente analyse se donne pour tâche d'examiner de façon critique les pré-supposés des discours contemporains sur la post-vérité, ainsi que leur impact sur les classes populaires, tout en essayant de dégager une ligne que l'éducation permanente pourrait adopter face à ce phénomène de dénigrement des « masses ». Nous voulons également faire la part des choses entre ce qui re-

1 LORDON F., « Politique post-vérité ou journalisme post-politique ? », 2016, <http://blog.mondediplo.net/2016-11-22-Politique-post-verite-ou-journalisme-post>.

2 MOUFFE C., *L'illusion du consensus*, Paris, Albin Michel, 2016.

3 ACCARDO A., *Pour une socioanalyse du journalisme considéré comme une fraction emblématique de la nouvelle petite bourgeoisie intellectuelle*, Marseille, Agone, 2017, p. 97.

4 BOUTET J., *La vie verbale au travail. Des manufactures aux centres d'appels*, Toulouse, Octarès, 2008 ; LE GOFF J., *Du silence à la parole : droit du travail, société, État (1830-1989)*, Quimper, Calligrammes, 1989 ; NEUVILLE J., *La condition ouvrière au 19^e siècle, tome 2 : L'ouvrier suspect*, Bruxelles, Vie ouvrière, 1980.

lèverait d'une certaine réalité socioculturelle, et ce qui serait du domaine de la mystification, en particulier du métier de journaliste, dans les discours sur la post-vérité.

L'analyse se déroulera en trois temps. Dans la première partie, nous ferons un bref historique de la post-vérité qui nous permettra de comprendre à quels types de phénomènes plus larges elle peut être associée. Dans la deuxième partie, nous pointerons les paradoxes qui entourent la définition canonique de la post-vérité. Dans une troisième partie, nous montrerons comment la tendance de certains journalistes à se poser comme les uniques détenteurs de la vérité tend à dépolitiser les débats. Pour conclure, nous verrons en quoi les discours médiatiques et l'éducation permanente présentent des visions opposées de la critique.

BREF HISTORIQUE DE LA NOTION DE POST-VÉRITÉ

Le terme post-vérité apparaît après les attentats du 11 septembre 2001⁵, à la suite desquels de nombreuses théories alternatives allant à l'encontre de la version officielle ont émergé, en premier lieu sur Internet, média connaissant alors une expansion spectaculaire à travers le monde. Parmi ces théories alternatives, la plus connue est probablement celle selon laquelle le gouvernement américain aurait lui-même commandité ces crimes afin de se fournir un mobile pour attaquer l'Afghanistan, imposer sa présence militaire dans la région afin de se mettre en position de piller les richesses naturelles des pays du Moyen Orient. D'autres théories, non moins fameuses, prétendent que le Pentagone aurait été détruit par un missile et non par un avion, ou encore que le vol UA 93 n'aurait pas été détourné et ne se serait pas écrasé près de Pittsburgh, voire n'aurait jamais quitté le tarmac de l'aéroport.

Selon un sondage réalisé par le *New York Times* et la chaîne CBS en 2004⁶, plus d'un américain sur deux penserait que le gouvernement ne leur dit pas toute la vérité, tandis que 16 % d'entre eux seraient certains que l'administration Bush leur ment sur le récit de l'ensemble des événements. Ce type de statistiques sont généralement avancées pour démontrer que l'impact des théories du complot n'est en rien marginal et marque un tournant dans la relation de confiance que les citoyens entretiennent avec leurs gouvernants et, ainsi, notre entrée dans « l'ère » de la post-vérité.

5 Pour un bref résumé concernant l'apparition et l'évolution de ces théories depuis le 11 septembre 2001, voir l'article paru dans *Le Journal du Dimanche* à l'adresse <http://www.lejdd.fr/International/USA/11-septembre-les-theories-du-complot-ont-la-vie-dure-808750>.

6 Source : http://www.nytimes.com/packages/html/politics/20040429_poll/20040429_poll_results.pdf.

L'autre facette de la post-vérité, apparaissant également au début des années 2000, renvoie au fait que le Président George W. Bush aurait menti à de nombreuses reprises après les attentats de New York, notamment sur la détention d'armes de destruction massive en Irak⁷. Le but de cette manœuvre aurait été de construire une réalité alternative capable d'entretenir un climat anxieux favorable à l'élection des candidats Républicains, le plus souvent partisans des politiques sécuritaires et guerrières.

À partir de ces différents constats, le journaliste Ralph Keyes⁸ et l'écrivain Eric Alterman⁹ ont émis l'idée, en 2004, que la vérité aurait cédé la place à l'émergence d'un monde fantasmagorique basé sur la défiance systématique envers les thèses officielles et les puissants de ce monde mentant sans cesse pour manipuler l'opinion à des fins électoralistes ou personnelles. Ralph Keyes voit alors déjà le rôle central majeur que jouera Internet dans la diffusion de la post-vérité¹⁰.

Depuis quelques mois, la post-vérité et les réalités alternatives occupent de plus en plus de place dans les colonnes de nos quotidiens et dans l'espace éditorial en général. À titre d'exemple, durant l'année 2017, au moins quinze ouvrages paraîtront en langue anglaise sur la post-vérité. Si le sujet est moins traité en Belgique et en France, il faut tout de même signaler la parution récente des livres de Jean Semal¹¹ et de Philippe Ngo¹², qui marqueront peut-être le début d'une longue série d'essais en français sur le sujet.

Le point de départ le plus souvent cité de cet engouement récent pour la post-vérité est le « *Brexit* »¹³. Le 29 mars 2017, le Royaume-Uni s'est prononcé pour la sortie de l'Union européenne. Dès le lendemain, nombre de politiques et de journalistes ont mis en cause un vote qui aurait été porté par des classes populaires mal informées ou peu éduquées, laissant parler leurs émotions sous l'influence du mouvement indépendantiste et populiste UKIP (*UK Independence Party*)¹⁴. Celui-ci a, en effet, fait progresser l'antieuropéanisme dans son pays en diffusant un grand nombre de fausses informations et de contre-vérités exacer-

7 SEMAL J., *Poléthique & post-vérité. L'éthique politicienne et l'art du mensonge immédiat et de la vérité différée chez les gouvernants*, Arquennes, Memogrames, 2017, p. 10.

8 KEYES R., *The Post-Truth Era: Dishonesty and Deception in Contemporary Life*, New York, St. Martin's Press, 2004.

9 ALTERMAN E., *When Presidents Lie: A History of Official Deception and Its Consequences*, New York, Penguin Books, 2004.

10 Voir aussi SEMAL J., *Poléthique & post-vérité. L'éthique politicienne et l'art du mensonge immédiat et de la vérité différée chez les gouvernants*, op. cit., p. 49-50.

11 *Ibid.*

12 NGO P., *Post-vérités*, Paris, Atlande, 2017.

13 Le terme « *Brexit* » est la contraction de « *Britain* » (Grande-Bretagne) et de « *exit* » (sortie).

14 LAMBERT R. « « *Brexit* », malaise chez les travaillistes », *Le Monde Diplomatique*, juin 2016, p. 1, 10 ; MASON P., « « *Brexit* », les raisons de la colère », *Le Monde Diplomatique*, août 2016, p. 12 ; VALADIER P., « Pêril en démocratie : la post-vérité », *Études* n°5, 2017, p. 56.

bant les craintes, la colère et la défiance envers une institution faisant pourtant l'unanimité au sein des élites politiques.

La prégnance du thème de la post-vérité semble s'être amplifiée pendant la campagne et après l'élection de Donald Trump le 8 novembre 2016. Celui-ci a également usé et use fréquemment de réalités alternatives pour convaincre un électorat populaire et justifier ses décisions politiques. Dans ce cadre, la crédulité de populations, elles-aussi peu éduquées, a été pointée du doigt par les médias et les opposants au nouveau Président des États-Unis¹⁵. Ainsi, comme dans le cas du *Brexit*, les plus vives critiques ont pesé sur les classes populaires. Il a été plus rarement question des responsabilités des politiques européennes ou de l'attitude hautaine de la candidate démocrate Hillary Clinton envers les électeurs de Donald Trump, et des innombrables difficultés que connaît le monde ouvrier aux États-Unis depuis plus de trente ans, en particulier dans la région industrielle sinistrée appelée la « *Rust Belt* » (« ceinture de rouille ») au nord-est du pays¹⁶.

Ainsi, depuis le *Brexit* et l'élection de Donald Trump, il semblerait que l'on parle de la post-vérité dans un sens sensiblement plus large que celui que nous connaissions depuis le 11 septembre 2001 et les ouvrages de Ralph Keyes et Éric Alterman en 2004¹⁷, centrés sur les manipulations supposées du Président George W. Bush et sur les théories alternatives pouvant expliquer les attentats. Avec les récents événements politiques, le terme « post-vérité » paraît davantage utilisé dans les médias pour parler d'un outil viral, c'est-à-dire de la diffusion en masse, notamment par l'intermédiaire des réseaux sociaux, de « *fake-news* » (« fausses nouvelles », « fausses informations ») dans le but d'influer sur l'opinion publique en suscitant la colère ou l'émotion, le plus souvent en vue de remporter l'adhésion des électeurs. Ces mensonges ne sont plus seulement le fait de dirigeants, mais d'opposants cherchant à affaiblir un concurrent, comme ce fut par exemple le cas à plusieurs reprises du Front National au cours de l'élection présidentielle de 2017, si ce n'est que Marine Le Pen concentre, elle-même, de nombreux mythes et est fréquemment contrée grâce à la diffusion de « *fake-news* ». Cela est d'ailleurs central dans sa stratégie de dénonciation de la diabolisation dont elle et le Front National seraient les victimes.

La mise au premier plan de la post-vérité vient du fait que les commentateurs la placent au centre des stratégies de certains mouvements politiques comme

15 KARABEL J., « Comment perdre une élection », *Le Monde Diplomatique*, décembre 2016, p. 18-19 ; KLARE M., « Le monde selon Donald Trump », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2017, p. 1, 8-9.

16 BEAUGÉ F., « Toutes les Américaines ne s'appellent pas Hillary Clinton », *Le Monde Diplomatique*, novembre 2017, p. 6-7 ; HALIMI S., « Les États-Unis tentés par le risque », *Le Monde Diplomatique*, octobre 2016, p. 1, 11 ; KARABEL J., « Comment perdre une élection », *op. cit.*

17 KEYES R., *The Post-Truth Era: Dishonesty and Deception in Contemporary Life*, *op. cit.* ; ALTERMAN E., *When Presidents Lie: A History of Official Deception and Its Consequences*, *op. cit.*

la droite alternative aux États-Unis (« *alt-right* »), les mouvements nationalistes et d'extrême droite au Royaume-Uni, aux Pays-Bas ou en France. En cela, on est de plus en plus enclin à considérer la post-vérité comme étant une arme puissante pouvant faire basculer du tout au tout un scrutin, et donc comme quelque chose ayant une emprise réelle sur les esprits, en particulier ceux des classes peu éduquées et réputées influençables. Cependant, on ne dispose pas, à l'heure actuelle, d'une étude qui tendrait à prouver que la diffusion de *fake-news* permettrait effectivement de remporter une élection, tout du moins, les cas néerlandais et français n'en ont pas fait la démonstration en 2017, et le *Brexit* et l'élection de Donald Trump restent à être analysés avec plus de recul et de profondeur.

UNE NOTION QUI CONCENTRE LES PARADOXES

Ce qui précède tend à montrer que les discours sur la post-vérité ont un rôle avant tout critique : ils servent à dénoncer la diffusion de fausses informations, à des fins électorales ou personnelles, et elle est dénoncée comme une manière déloyale ou malhonnête de mener une bataille politique¹⁸. Mais nous ne pouvons pas pour autant affirmer que nous serions entrés dans une « nouvelle ère » comme Ralph Keyes¹⁹ et bien d'autres après lui le prétendent. En effet, les pratiques de manipulation de l'opinion se basant sur des histoires inventées ou la diffusion plus ou moins large d'informations erronées et de contre-vérités sont anciennes, même si elles prennent des visages différents selon les contextes. Pour ne prendre qu'un exemple parlant, mentionnons la technique marketing appelée le *storytelling*, élaborée dans les années 60 et largement utilisée depuis les années 80. Cela consiste en la fabrication, par des spécialistes du marketing, du management ou de la communication, d'une histoire idéalisée, voire totalement inventée, dont le but est que les électeurs ou les travailleurs s'identifient à une personnalité politique ou à leur entreprise et qu'ils adhèrent à leur projet. Le *storytelling*, comme la post-vérité, joue fréquemment sur la corde émotionnelle et des valeurs communes et fédératrices²⁰. La seule différence est que le *storytelling* cherche à susciter l'adhésion par des sentiments positifs, et non par l'amertume ou par la colère comme c'est le cas des « *fake-news* ». Dans ce sens, la post-vérité serait une sorte de *storytelling* négatif.

Si l'on peut émettre des doutes quant au fait que nous serions entrés dans une

18 Voir par exemple SEMAL J., *Poléthique & post-vérité. L'éthique politicienne et l'art du mensonge immédiat et de la vérité différée chez les gouvernants*, op. cit.

19 KEYES R., *The Post-Truth Era: Dishonesty and Deception in Contemporary Life*, op. cit. Voir aussi LEVITIN D. J., *Weaponized Lies: How to Think Critically in the Post-Truth Era*, New York, Dutton, 2017.

20 MOUFFE C., *L'illusion du consensus*, op. cit. ; CHOMSKY N. et HERMAN E., *La fabrication du consentement. De la propagande médiatique en démocratie*, Marseille, Agone, 2008 ; SALMON C., *Storytelling : la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, La Découverte, 2008.

« nouvelle ère », l'on peut aussi remettre en question l'idée selon laquelle seules l'extrême droite ou les droites alternatives, conservatrices, réactionnaires et l'ensemble des partis définis généralement comme étant « populistes » – en ce compris les gauches radicales²¹ –, en feraient usage. En effet, la post-vérité est le plus souvent définie comme étant le propre de toute idéologie politique qui ne serait pas considérée comme libérale, rationnelle et pragmatique. Ainsi, elle se situe éminemment dans le domaine des passions et s'oppose à un monde où la vérité est déterminée de manière pondérée et consensuelle.

Comme Chantal Mouffe²² le montre, le discours néolibéral veut ignorer cette dimension affective, en considérant les passions comme étant un archaïsme que l'évolution de notre société tendrait à faire disparaître. En théorie, la dimension affective n'est pas considérée comme « la principale force motrice de la politique »²³. Ainsi, les néolibéraux semblent méconnaître les passions en tant que dynamique politique²⁴. Par conséquent, toute stratégie basée sur la post-vérité est à bannir et, avec elle, non seulement les partis politiques qui en font usage, mais aussi les publics populaires qui y adhèreraient.

Paradoxalement, cette non reconnaissance des aspects affectifs de la politique ne veut pas dire que les tenants du néolibéralisme – qui se recrutent désormais sur l'ensemble des cases de l'échiquier politique, en ce compris des partis considérés comme étant de gauche – ne l'utilisent pas dans leurs stratégies marketing, loin s'en faut. Comme l'élection présidentielle française de 2017 et les précédentes l'ont montré, l'extrême droite n'est pas le seul parti à user, non seulement de lyrisme patriotique pour faire vibrer son auditoire, mais aussi de « *fake-news* », et surtout du *storytelling* qui est devenu l'une des normes de la *realpolitik*²⁵. Pour prendre un exemple récent, Emmanuel Macron, pour assurer son élection, s'est mis au centre d'un champ politique fictionnel, où les solutions néolibérales sont montrées comme étant une « révolution »²⁶. Ainsi, un individu tel que lui, dont le cursus et les idées sont conformes à ses prédécesseurs au poste de Président de la République a su se bâtir une posture de politique antisystème. Dans ce cadre, l'usage de la notion de « révolution » relève du marketing politique, de la manipulation de l'opinion et, par conséquent,

21 Voir par exemple CHARDON, F., « Ducarme. «Il faut aussi appliquer le cordon sanitaire au PTB.» », *La Libre*, 1^{er} décembre 2016, <http://www.lalibre.be/actu/politique-belge/ducarme-il-faut-aussi-appliquer-le-cordon-sanitaire-au-ptb-583f17a7cd707c9b300e8d74>.

22 MOUFFE C., *L'illusion du consensus*, op. cit., p. 14.

23 *Ibid.*, p. 40-41 ; Voir aussi LORDON F., *Imperium : théorie des ensembles souverains*, Paris, La Fabrique, 2015.

24 MOUFFE C., *L'illusion du consensus*, op. cit., p. 46-47.

25 Ce que l'on appelle la « *realpolitik* » est une attitude de compromission qui consiste, pour un politicien, à mettre de côté ses idéaux ou ceux de son parti dans le but, censément, de composer avec la réalité. Cela désigne aussi une attitude électoraliste pour laquelle tous les moyens sont bons pour remporter une élection ou conquérir un poste de pouvoir.

26 Voir le livre-programme de MACRON E., *Révolution*, Paris, XO, 2016. Pour une critique du geste de Macron, voir LORDON F., « Politique post-vérité ou journalisme post-politique ? », op. cit.

d'une certaine forme de post-vérité²⁷.

Un autre paradoxe concernant l'idée de « nouvelle ère » de la post-vérité est à analyser dans la relation qu'elle entretient avec l'expansion des théories du complot²⁸. Les complotistes, dont un certain nombre sont proches de l'extrême droite, comme c'est le cas d'Alain Soral ou de Dieudonné M'Bala M'Bala, affirment être les défenseurs de la vérité et de la liberté de pensée, en contribuant à la « désintox' », à la « réinformation » des individus. C'est également ce que prétend faire, par exemple, une fondation comme *Polemia* en organisant chaque année les « Bobards d'Or » pour dénoncer les médias et les politiques qui mentiraient au peuple « au nom du politiquement correct »²⁹.

Ce qui rend possible une diffusion aussi large du discours sur la post-vérité, dans le sens où les politiques de tous bords l'utilisent en prétendant démasquer l'adversaire, découle d'une caractéristique fondamentale du concept de vérité, qui est sa relativité. En effet, contrairement à ce que suggèrent les tenants de la critique de la post-vérité, le concept de vérité ne peut être traité comme une évidence. Tout d'abord, l'analyse philosophique démontre qu'à différentes époques, les concepts de « vérité », ou de « réalité », sont profondément différents, mais aussi que des conceptions de la vérité et de la réalité que l'on croyait dépassées, comme celle des religions monothéistes, coexistent avec les conceptions actuelles³⁰. L'analyse sociologique, quant à elle, dévoile le fait que l'une des caractéristiques distinctives de l'époque moderne est précisément que la « bonne » définition de la vérité, loin de faire consensus, est l'objet de conflits, de dissensus parfois violents, dont l'enjeu est l'hégémonie d'une interprétation particulière du monde dans l'espace public³¹. Ce que les discours sur la post-vérité tendent donc à effacer est le fait que ce que l'on appelle la « vérité » est invariablement le fruit d'un contexte culturel, historique, social et politique.

DÉPOLITISATION ET STIGMATISATION DES CLASSES POPULAIRES

Comme nous l'avons vu, la définition courante de la post-vérité, opposant la

27 LORDON F., « Politique post-vérité ou journalisme post-politique ? », *op. cit.*

28 DERINÖZ S., « Comment les théories du complot s'invitent dans le débat démocratique », 2016, <http://www.arc-culture.be/blog/analyse/theories-du-complot/>.

29 Source : <http://bobards-dor.fr/>. Voir aussi SEMAL J., *Poléthique & post-vérité. L'éthique politicienne et l'art du mensonge immédiat et de la vérité différée chez les gouvernants*, *op. cit.*, p. 108-109.

30 BLUMENBERG H., « Le concept de réalité du roman », dans *Id.*, *Le concept de réalité*, Paris, Seuil, 2012.

31 MANNHEIM K., « De la concurrence et de sa signification dans le domaine de l'esprit », *L'Homme et la société*, vol. 140-141, no. 2, 2001, p. 55-102 », accessible à l'adresse <https://www.cairn.info/revue-l-homme-et-la-societe-2001-2-page-55.htm> ; *Id.*, *Idéologie et utopie*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2006.

vérité reliée à des faits et l'erreur représentée par les réactions basées sur les émotions, renvoie à une dichotomie classique entre des individus doués de raison, prompts à prendre les « bonnes » décisions pour eux-mêmes et pour le bien commun, et les individus irrationnels dont il faudrait corriger la trajectoire pour qu'ils restent dans les clous de cette vérité.

Dans le cadre des discours sur la post-vérité, il semblerait que la vérité soit la propriété d'une minorité d'intellectuels, en particulier de la corporation des journalistes, qui se font les éducateurs ou les moralisateurs d'incultes, de crédules, de personnes atteintes d'une « maladie morale »³² les rendant incapables d'agir ou de voter de manière pragmatique, et donc « correcte ». Le sens critique de ces élites intellectuelles n'est donc pas celui des citoyens, mais est construit par un groupe s'imposant comme le détenteur monopolistique des méthodes conduisant à l'établissement de la vérité. Ces messies de la « vérité vraie », les « *fact-checkers* », seraient donc les uniques remparts contre la post-vérité, les partis populistes, nationalistes ou xénophobes.

Or, c'est exactement l'objet des protestations des personnes diffusant des *fake-news*, ainsi que les théoriciens du complot, qui remettent ainsi en cause le travail des journalistes et l'hégémonie des partis politiques traditionnels. Les champs médiatique et politique alimentent donc, par leur radicalisme objectiviste, leur corporatisme et leur volonté d'exercer un pouvoir, la parole de ceux à qui ils s'opposent.

De cette manière, la post-vérité peut être considérée comme une construction socioculturelle conjointe des tenants de l'idéologie dominante et de certains de leurs adversaires de la droite alternative et de l'extrême droite. Les deux camps ne feraient que bâtir, politiquement, ce qu'est pour eux le « monde vrai » : pour les premiers, c'est celui du pragmatisme, de la réalité de la société capitaliste néolibérale ; pour les seconds, c'est celui de la parole confisquée et des atteintes à la liberté de pensée. Ce que ces deux attitudes contribuent à faire disparaître, c'est « la source matérielle » des conflits sociaux : la domination économique, sociale et politiques que certaines catégories sociales exercent sur d'autres, aussi bien au niveau national qu'international. L'effet concret de cette étrange alliance idéologique entre néolibéralisme et extrême-droite est un concept de vérité extrêmement réduit qui efface la pluralité des conceptions de la vérité, ainsi que ce qui conditionne cette pluralité, à savoir les mécanismes de production et de reproduction des positions sociales inégalitaires à partir desquelles le monde apparaît nécessairement sous des jours tout à fait différents.

Cette vision de la vérité simple et unitaire participe à la construction de toutes pièces d'un consensus en effaçant la conscience de « la dimension conflictuelle

32 MOUFFE C., *L'illusion du consensus*, op. cit., p. 114.

de la vie sociale »³³, dimension qui n'en demeure pas moins réelle et incontournable pour faire société³⁴. L'une des conséquences de cet effacement est de rendre impossible aux citoyens de faire un choix clair entre plusieurs options politiques objectivement différentes. Ce manque de pluralisme dans les démocraties occidentales contribue sans doute à ce que la différence entre « nous » et « eux » soit de plus en plus définie selon des critères moraux ou culturels, c'est-à-dire apolitiques, suggérant ainsi qu'il se déroulerait un combat entre le « bien » et le « mal », le « bon » et le « mauvais », le « vrai » et le « faux », « l'ami » et « l'ennemi », et non entre des adversaires légitimes, capables de dialoguer³⁵. Ainsi, toute opposition est admise non pas comme l'expression d'un désaccord sur le fond, mais comme une incompréhension de la part de l'individu pas assez informé, mal éduqué ou tout bonnement déviant³⁶. De cette manière, le néolibéralisme s'avère être l'un des piliers de l'idée de post-vérité, car il tend à remplacer la dimension sociale des conflits politiques par une vision d'une compétition se jouant entre des élites visant à s'accaparer un pouvoir sur un corps social fondamentalement homogène³⁷.

Cette vision « post-politique » – car quel besoin y a-t-il encore de politique là où tout le monde est d'accord sur le fond ? – supposée par la post-vérité, laisse le champ libre à l'extrême droite et aux droites alternatives, dont celle représentée par Donald Trump, à qui les néolibéraux, journalistes ou politiciens, ne peuvent s'opposer sur la base d'arguments politiques, mais seulement par des jugements moraux ou des jugements de valeur. Les partisans du néolibéralisme n'étant ni préparés à faire face à des citoyens guidés par leurs exaspérations et leur colère, et rejetant tout adversaire comme étant un ennemi de la raison, n'ont d'autre choix que de stigmatiser ces derniers en les traitant comme des ennemis de la vérité ou de simples victimes de démagogues profitant de leur manque d'intelligence³⁸. Selon cette vision, l'irrationalité des classes populaires, contrairement aux classes moyennes et aisées, les empêcherait de mettre de côté leur colère en voyant leur intérêt dans le capitalisme et les solutions proposées par des partis politiques ayant en commun de défendre le néolibéralisme³⁹.

Ce modèle consensualiste, non polarisé politiquement, mais seulement moralement, culturellement, socialement et économiquement, fondé sur un mépris

33 MOUFFE C., *L'illusion du consensus*, op. cit., p. 11.

34 BENASAYAG M. et DEL REY A., *Éloge du conflit*, Paris, La Découverte, 2007.

35 C'est là que se situe notre principal désaccord avec le livre de Jean Semal sur la post-vérité, qui veut promouvoir une nouvelle ère du « vrai », du « beau » et du « juste ». SEMAL J., *Poléthique & post-vérité. L'éthique politique et l'art du mensonge immédiat et de la vérité différée chez les gouvernants*, op. cit., p. 6, 94, 124.

36 MOUFFE C., *L'illusion du consensus*, op. cit., p. 13, 35, 77.

37 *Ibid.*, p. 35, 36. Voir également MANNHEIM K., *Idéologie et utopie*, op. cit.

38 SEMAL J., *Poléthique & post-vérité. L'éthique politique et l'art du mensonge immédiat et de la vérité différée chez les gouvernants*, op. cit., p. 104.

39 MOUFFE C., *L'illusion du consensus*, op. cit., p. 98, 99.

souverain des classes populaires, explique en partie le désintérêt des électeurs et l'abstention croissante, ceux-ci ne trouvant plus de différences notables entre les politiques des gouvernements qui se sont succédés depuis près de quarante ans. Ainsi, la seule soupape de sécurité permettant à toutes les colères de s'exprimer sont les partis populistes et xénophobes, en particulier pour les jeunes qui s'inquiètent pour leur avenir et les plus âgés qui n'ont connu, depuis des décennies, qu'un modèle réputé rationnel et incontestable, n'ayant que rarement permis de les aider à régler des problèmes sociaux et économiques toujours plus pressants⁴⁰.

CONCLUSION : POST-VÉRITÉ ET ÉDUCATION PERMANENTE, DEUX VISIONS OPPOSÉES DU SENS CRITIQUE

Comme nous l'avons vu dans cet article, si l'origine de la post-vérité est à chercher dans un évènement comme les attentats du 11 septembre 2001 ou l'expansion d'Internet, elle a connu un net regain d'intérêt dans les médias et dans le monde de l'édition depuis le *Brexit* et l'élection de Donald Trump à la tête des États-Unis. Pourtant, selon notre analyse, la prégnance de la post-vérité est le résultat d'un processus à plus long terme, à savoir le devenir hégémonique du néolibéralisme, qui dure depuis près de quarante ans. Nous avons vu que les discours sur la post-vérité sont surtout l'occasion de stigmatiser les classes populaires jugées inaptes, moralement et intellectuellement, à faire les « bons » choix politiques. Ainsi, les tenants du néolibéralisme nient les affects comme force politique alors que, d'un autre côté, ils n'hésitent pas, eux-mêmes, à avoir recours à des stratégies électoralistes comme le *storytelling*. Empêcher qu'une pluralité puisse s'exprimer dans nos démocraties en séparant radicalement les détenteurs de la vérité de ceux qui sont dans la voie de la perdition représentée par la post-vérité, équivaut à dépolitiser les classes populaires et à les désespérer davantage quant aux perspectives de véritables améliorations de leurs conditions de vie.

Ainsi, nous aurions des individus dont le fonctionnement cognitif les pousse à être des « crédules ». Cette crédulité, pour Gérard Bronner⁴¹, serait le résultat, d'une certaine manière, de la culture du doute, c'est-à-dire un biais de nos démocraties qui permettraient aux citoyens de s'interroger librement sur les informations qu'ils reçoivent de la part des médias ou de leurs dirigeants politiques. Nous pourrions appliquer cette idée à la post-vérité qui a partie liée avec la diffusion de réalités alternatives et de théories du complot, dont on ne peut,

40 *Ibid.*, p. 106-108, 121, 123.

41 BRONNER G., *La démocratie des crédules*, Paris, Presses Universitaires de France, 2013. Voir aussi SEMAL J., *Poléthique & post-vérité. L'éthique politicienne et l'art du mensonge immédiat et de la vérité différée chez les gouvernants*, op. cit., p. 98.

dans une société où l'expression est réputée libre, interdire la diffusion.

Certes, cette lecture cognitive peut nous aider à mieux comprendre certains aspects de la post-vérité. Cependant, elle renvoie presque trop exclusivement, à notre sens, au fonctionnement des individus. Avec Frédéric Lordon⁴², nous privilégions une lecture sociologique et politique, qui est que la post-vérité est, d'une part, une conséquence de la dépolitisation du discours des élites et, d'autre part, le signe qu'une portion toujours plus grande de la population se sent dépossédée de toute possibilité d'agir sur son propre destin et sur celui de notre société, les élus ne répondant plus à leurs attentes, mais à des exigences économiques, guidées par les marchés et les grandes puissances financières⁴³. Ainsi, le fait que la diffusion de fausses informations ou de théories du complot suscite l'adhésion n'est en aucun cas un signe d'une baisse générale du niveau intellectuel de la population ou d'un désintérêt total pour la politique, comme on le laisse trop souvent entendre. La post-vérité est davantage le symptôme d'une démocratie représentative en crise⁴⁴, affaiblie par une société capitaliste globalisée où tout paraît fuyant et insaisissable⁴⁵.

Il semble, dans tous les cas, que l'on soit plus à l'aise de dénoncer la post-vérité sur laquelle il existe peu de données, plutôt que de prendre au sérieux des facteurs comme la précarité, le chômage, les inégalités croissantes, des problèmes liés à la gouvernance européenne sur lesquels il y a, au contraire, une abondante littérature scientifique. Dans ce cadre, nous pouvons avoir la sensation que la post-vérité est un pis-aller pour ne pas bousculer un consensus, notamment en ce qui concerne les vertus des politiques dominantes.

Nous pensons que l'éducation populaire peut jouer un rôle majeur pour rompre cette mécanique allant toujours vers la stigmatisation et la dépossession des classes populaires de leur destin. En effet, les tenants des discours sur la post-vérité disent, en substance, que les classes populaires n'utilisent pas leur sens critique et qu'il faut intervenir auprès d'eux pour qu'ils puissent voir où se situe la vérité. Or, l'éducation permanente, par le décret du 17 juillet 2003⁴⁶, émet une injonction relativement similaire. Pourtant, les missions de l'éducation permanente ne sont pas celles assumées par la majorité des journalistes.

42 LORDON F., « Le symptôme d'une dépossession », 2015, <http://www.monde-diplomatique.fr/2015/06/LORDON/53070>.

43 Voir aussi LORDON F., *Les quadratures de la politique économique : les infortunes de la vertu*, Paris, Albin Michel, 1997.

44 LORDON F., « Politique post-vérité ou journalisme post-politique ? », *op. cit.*

45 DELEUZE G. et GUATTARI F., *Capitalisme et schizophrénie, tome 1 : L'anti-Œdipe*, Paris, Éditions de Minuit, 1972. Voir aussi SEMAL J., *Poléthique & post-vérité. L'éthique politicienne et l'art du mensonge immédiat et de la vérité différée chez les gouvernants*, *op. cit.*, p. 87.

46 Source : http://www.spfb.brussels/sites/default/files/documents/Decret_17.07.2003_coordonne.pdf.

Cela est d'autant plus vrai que les grands quotidiens populaires⁴⁷ ou ceux qui œuvrent dans le sens de l'éducation permanente sont rares voire inexistants.

Le sens critique tel qu'il est énoncé dans le cadre du décret, n'est pas non plus défini de manière précise. Cependant, il ne s'agit pas de mettre en place une instance surplombante indiquant aux individus ce qu'ils doivent penser et, surtout, ne pas penser. Le sens critique est à construire par l'exercice permanent de l'intelligence collective, en partant de situations vécues, ainsi que par une confrontation des savoirs et des expériences de chacun. Aussi, ceux qui sont amenés à intervenir dans le cadre de l'éducation permanente n'ont pas pour mission de montrer qu'ils dominent leur sujet, mais sont des personnes conscientes de leur propre ancrage social et politique entrant en relation avec des publics hétérogènes.

Certes, les points de vue de l'intervenant en éducation permanente sont influencés par cet ancrage social et politique, mais il peut néanmoins modifier son point de vue par la confrontation avec ceux d'autrui. De plus, l'éducation permanente n'est pas une activité qui consiste à imposer une vision particulière de la vérité. Son but est, bien au contraire, d'insister sur la dimension politique intrinsèque des discours sur la vérité, en se rapportant notamment à des questions concrètes de la vie sociale. Cette pédagogie met ainsi l'accent sur la faculté d'interprétation, surtout critique, qui peut augmenter l'intelligence collective, et non sur le fait de collectionner des faits (« *fact-checking* ») qui seront autant de preuves exposées à un public condamné à une écoute passive, et donc à l'impuissance. L'éducation permanente, contrairement au modèle dominant basé sur l'hégémonie néolibérale, permet de donner la place qu'elle mérite « à une pluralité d'interprétations légitimes »⁴⁸, ainsi qu'à dépasser la simple dénonciation des symptômes – la post-vérité – en direction des structures socio-politiques profondes qui en sont le fondement véritable.

Vincent MARISCAL

Docteur en Linguistique

47 ACCARDO A., *Pour une socioanalyse du journalisme considéré comme une fraction emblématique de la nouvelle petite bourgeoisie intellectuelle*, op. cit., p. 87.

48 MOUFFE C., *L'illusion du consensus*, op. cit., p. 191.

2017
A | N | A | L | Y | S | E

L'ARC – Action et Recherche Culturelles asbl – s'est donné pour mission de contribuer à la lutte contre les inégalités et d'œuvrer à la promotion et à la défense des droits culturels.

À travers notre travail d'éducation permanente, nous entendons participer à la construction d'une société plus humaine, démocratique, solidaire et conviviale. Offrir à notre public les outils de son émancipation, permettre à chacun de gagner en autonomie et en esprit critique, inviter tout un chacun à prendre une part active à la société sont autant de défis que nous tentons, avec d'autres, de relever.

Ce travail passe par des projets et animations développés sur le terrain, mais aussi par des publications qui proposent une analyse des enjeux, une sensibilisation à certains facteurs d'exclusion, un encouragement à l'engagement citoyen, des clés de compréhension.

Vous souhaitez contribuer à nos débats et enrichir nos réflexions ?

Contactez-nous par mail : communication@arc-culture.be



Editeur responsable : Jean-Michel DEFAWE | ARC asbl - rue de l'Association 20 à 1000 Bruxelles

Toutes nos analyses sont disponibles en ligne sur www.arc-culture.be/analyses



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES